

# Visite en coup de vent

## La chancelière allemande est au Luxembourg le 12 janvier

Un passage rapide pour soigner de très bonnes relations.

Angela Merkel est de passage au Luxembourg ce jeudi 12 janvier. Après le traditionnel accueil avec les honneurs militaires, la chancelière de la République fédérale d'Allemagne (RFA) et le Premier ministre, Xavier Bettel, discuteront, dans la maison natale de Robert Schuman, «des relations bilatérales et des grands dossiers de l'actualité politique internationale et européenne», comme l'indique le gouvernement sur son site internet. La visite se clôturera par un point presse, qui aura lieu à midi, au Mudam.

La visite d'un chef de gouvernement allemand n'est jamais une chose anodine, puisque la RFA est le principal partenaire économique du Grand-Duché et même la première destination des exportations de biens et de services (27,1% en 2015). Elle est également le principal fournisseur du Grand-Duché (24% en 2015 également). Les relations diplomatiques sont, elles aussi, au beau fixe. La coopération au sein de l'Union européenne et de la Grande Région est décrite, de part et d'autre, comme étant une «relation de confiance».

La première visite d'Angela Merkel remonte à novembre 2006. Jean-Claude Juncker lui avait alors

remis le prix «Vision for Europe», décerné par la fondation Edmond Israël.

Son deuxième séjour a eu lieu en 2010. En novembre 2014, le président allemand, Joachim Gauck, est venu quelques jours au Luxembourg. Un déplacement que le gouvernement luxembourgeois avait alors qualifié de «grand succès».

Les deux pays défendent souvent la même politique au sein de l'UE, même si des divergences existent. Le ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn, n'a de cesse de louer la politique d'immigration de la République fédérale, qui reste l'élève modèle en la matière. De manière générale, les positions luxembourgeoise et allemande coïncident au niveau des grands dossiers internationaux.

### Fragilisée

Et l'Allemagne, pour maintenir sa suprématie au Conseil européen, a besoin d'alliés. Sa politique d'austérité, alors que les effets de la crise commencent à faiblir, est de plus en plus souvent critiquée.

La voie radicale de Wolfgang Schäuble, ministre allemand des Finances, dans la gestion de la crise grecque a suscité l'ire de certains pays membres. Le ministre du Travail luxembourgeois, Nicolas Schmit, s'était déjà fait l'écho des doutes quant au bien-fondé de l'austérité.

Angela Merkel est aussi en campagne. Les législatives allemandes se dérouleront en septembre 2017, et la chancelière brigue un quatrième mandat successif. En cas de réélection, elle pourrait égaler le record de mandats détenu jusqu'à présent par Helmut Kohl. Mais elle est fragilisée en Allemagne. L'attentat sur un marché de Noël berlinois, en décembre 2016, a permis à l'extrême droite, à l'aile la plus conservatrice de son parti (l'Union chrétienne-démocrate), ainsi qu'à sa branche bavaroise (Union chrétienne-sociale) de demander une politique de sécurité plus efficace et plus restrictive et de contrôler davantage le flux des migrants.

Merkel a réagi quelques jours seulement après les attentats pour annoncer un dispositif de sécurité renforcé. Mais les sondages les plus récents montrent une tendance inquiétante: Alternative für Deutschland, un parti d'extrême droite, pourrait devenir la troisième force politique outre-Moselle. Il obtiendrait 11,3% des voix, ce qui correspond à une augmentation de 6,6 points de pourcentage par rapport à 2013.

Le grand perdant serait le parti de Merkel dont le score fondrait de 5,2 points. La formation sociale-démocrate, partenaire de coalition de la chancelière Merkel, verrait son score baisser de 4,2 points.

MAURICE MAGAR



Photo: Bundespresseamt/Jesco Denzel

Xavier Bettel et Angela Merkel lors d'une visite du Premier ministre à Berlin, en septembre 2016